

**Bonjour**

**Jeudi 25 juin, les salariés du Ministère de la Culture et les artistes étaient rassemblés contre la RGPP et pour une relance des politiques culturelles publiques. Marie-Gorge BUFFET, à leur invitation, y a pris la parole et a prononcé l'allocution ci-dessous et ci-jointe.**

**Amicalement**

**Laurent Klajnbaum**

« Nicolas Sarkozy et François Fillon ont lancé la RGPP avec un slogan : « la modernisation » des politiques publiques.

En réalité il s'agit des plus vieilles recettes de toutes les politiques de rigueur, une véritable agression contre l'emploi public avec les conséquences que l'on sait sur la qualité du service rendu.

Selon le gouvernement, RGPP veut dire Révision Générale des Politiques Publiques.

Selon moi, il s'agit d'une **Réduction** Générale des Politiques Publiques.

Dans cette crise du capitalisme que nous traversons c'est catastrophique. C'est du libéralisme à l'état pur. Une purge contre l'emploi comme je le disais à l'instant, 35 000 postes de fonctionnaires en moins en 2009, 105 000 sur les trois prochaines années. C'est le plus grand des plans sociaux dans une période qui n'en manque malheureusement pas. Et c'est à l'initiative de l'Etat.

Restriction de la dépense publique, externalisation de services, abandons de missions, transferts sur les collectivités locales, privatisations ... cet effacement volontaire de l'action publique qui se poursuit dans la crise mondiale est plus qu'un non-sens, c'est un choix criminel.

Et ce n'est pas fini, Jean-Claude Trichet, le directeur de la Banque Centrale Européenne est passé aux aveux ce week-end sur Europe 1 en regrettant que « les pays européens définissent **encore** eux même leurs politiques. »

Après l'indépendance de la BCE à l'égard des états européens, le temps serait-il venu de la dépendance des Etats à la BCE ?

Pour répondre à la crise, c'est tout le contraire qu'il nous faudrait. Une RGPP dans laquelle la lettre R signifierait Relance. Oui une bonne **Relance** Générale des Politiques Publiques.

Et c'est particulièrement vrai en matière de culture. Notre société aurait bien besoin, pour penser son avenir et se transformer, d'une nouvelle ambition culturelle et d'art.

Ne pas simplement préserver ce qui existe, mais retrouver du souffle, de l'air et renouer avec la capacité d'inventer et d'innover.

C'est cela que ce Ministère a su faire avec vous artistes, fonctionnaires du Ministère de la culture, associations culturelles et d'éducation populaire, citoyennes et citoyens

Et toute cette construction est en péril.

Pourtant, qu'y a-t-il des dispendieux dans ce Ministère de 25000 salariés ?

Qu'y a-t-il de sacrilège dans la décentralisation, fondatrice de notre politique culturelle, que la RGPP veut démanteler en s'attaquant à tous les services déconcentrés du Ministère?

Ce n'est pas par hasard que le Ministère de la culture est le premier cobaye de la Révision Générale des politiques publiques. Comment oublier que Nicolas Sarkozy président ne voulait pas de Ministère de la culture et qu'il a été sauvé de justesse par une vague de colère et par vos mobilisations?

Nicolas Sarkozy n'a pas renoncé. Dans son discours de Versailles lundi dernier il prétend aimer la culture et les artistes. Mais c'est, en fait, pour mieux les étouffer. La RGPP, vous le dites, est son nouveau chemin pour vider votre ministère de toutes ses responsabilités et de ses moyens

d'intervention pour une véritable politique publique culturelle.

Baisse des crédits du ministère, gels budgétaires, changement de statut des établissements et des personnels, désengagement de l'Etat dans la gestion des musées et dans la création, projets de location ou de vente des collections publiques pour compenser le désengagement financier de l'Etat, incitation aux financements privés et au merchandising, il s'agit d'une privatisation à peine masquée assortie d'une précarisation des personnels;

La réduction des directions centrales en est une illustration parfaite, avec la Direction générale de la « création et de la diffusion » laminée entre celle d'un « patrimoine » qu'on veut marchandiser et celle cyniquement nommée « soutien aux médias et aux industries culturelles ».

Nicolas Sarkozy prétendait vouloir mieux servir la demande. Comment faire en réduisant tous les moyens. Seule l'offre des industries culturelles pourra se développer, en comptant sur le formatage des goûts assuré par le pilonage médiatique des grands moyens d'information. Et cela se fera au détriment de la diversité culturelle.

Sans intervention publique forte, pas d'offre diversifiée de créations répondant au désir d'art et de culture de toutes et de tous.

En s'attaquant au Ministère, c'est à la Culture dans son ensemble que le gouvernement s'attaque. A la culture comme bien commun à partager.

Je ne dirai jamais, comme d'autres, qu'il y a trop d'artistes, trop de théâtres, trop de culture, trop de Ministère de la Culture.

Alors oui, j'ai envie de dire, avec vous, relance. Et même Plan de relance comme le réclament les groupements d'employeurs et de salariés de la culture. Et puisque nouveau Ministre il y a, souhaitons nous qu'il soit aussi prompt à vous écouter qu'il ne l'a été à s'exprimer. Souhaitons nous des mesures concrètes concernant à la fois le Ministère et la culture.

Le combat que vous menez c'est celui d'une ambition pour le pays et pour les citoyens.

Je suis avec vous. »

Marie-George Buffet  
secrétaire nationale du PCF  
députée de Seine Saint-Denis